



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 24 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 octobre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCEA CRTA\_Ayron**

7 Fleix  
86190 Ayron

Références : 2025 1307 UbD 16-86 Env 86  
Code AIOT : 0100301607

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 octobre 2025 dans l'établissement SCEA CRTA\_Ayron implanté 7 Fleix 86190 Ayron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection réactive a été diligentée suite à l'incendie du séchoir gaz le 15 octobre 2025 à partir de 7H10 environ.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA CRTA\_Ayron
- 7 Fleix 86190 Ayron
- Code AIOT : 0100301607
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) CRTA créée le 1<sup>er</sup> janvier 2009 fournit des prestations agricoles surtout le séchage de maïs.

## **Contexte de l'inspection :**

- Accident

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Classement ICPE	Code de l'environnement article L511-2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le feu du séchoir s'est déclaré le 15 octobre au matin pour une raison encore indéterminée dans une partie du séchoir et a endommagé une bonne partie de ce dernier sans causer d'autres dégâts. L'exploitant doit justifier la puissance nominale du séchoir afin de déterminer s'il est soumis à la réglementation ICPE (rubrique 2260-2).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement article L511-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, nous constatons plusieurs installations dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Stockage de céréales d'une capacité de 1 700 m<sup>3</sup>, inférieur au seuil de la Déclaration au titre de la rubrique 2160 (5 000 m<sup>3</sup>) : installation non classée</li> <li>- Réservoir de gaz naturel propane d'une capacité de 5 tonnes, inférieur au seuil de la déclaration au titre de la rubrique ICPE 4718 (6 tonnes) : installation non classée</li> <li>- Séchoir d'une capacité de 8 tonnes dont la puissance nominale est à ce stade inconnue et ne permet pas d'évaluer le classement ICPE au titre de la rubrique 2260-2 (seuil de la déclaration à 1 MW de puissance nominale).</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection les justificatifs de la puissance <u>nominale</u> du séchoir. Si celle-ci est supérieure à 1MW et que l'exploitant reprend l'activité, il télédéclore son installation sur <a href="https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1">https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DICPE/demarche?execution=e1s1</a> en utilisant le numéro AIOT 0100301607.</p> <p>Puis dans un second temps l'exploitant télédéclore l'incident sur <a href="https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e1s1">https://demarches.service-public.gouv.fr/pro_mademarche/DeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e1s1</a></p>

L'installation devra être conforme aux dispositions de l'[Arrêté du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260](#)

Si la puissance nominale du séchoir est inférieure ou égale à 1 MW, alors cette installation ne relève pas de la réglementation des ICPE et l'exploitant n'est pas tenu à la déclarer à ce titre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours